Des militants d’Amnesty dans le monde entier réclament justice pour Manirumva

@rib News, 18/01/2011AMNESTY INTERNATIONAL - DÃ©claration publiqueIndex AI : AFR 16/001/2011 Ã‰FAI 18 janvier 2011Burundi. Des militants expriment leur solidaritÃ© avec la campagne Justice pour Ernest Manirumva Dans le monde entier, des militants dâ€™Amnesty International appellent les autoritÃ©s burundaises Ã traduire en justice tous les responsable prÃ©sumÃ©s du meurtre dâ€™Ernest Manirumva, un chef de file de la lutte contre la corruption tuÃ© Ã lâ€™arme blanche en 2009.

Ernest Manirumva Ã©tait vice-prÃ©sident de lâ€™Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (OLUCOME), une organisation de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, et vice-prÃ©sident dâ€™un organisme officiel de rÃ©glement des marchÃ©s publics. Peu avant sa mort, dâ€™aprÃ¨s ses collÃ¨gues et ses amis, il enquÃªtait sur des affaires de corruption policiÃ¨re et de tentatives dâ€™achat illÃ©gal dâ€™armes Ã feu en provenance de Malaisie par la police. Le 14 juillet 2010 sâ€ ouvert Ã la cour dâ€™appel de Bujumbura, au Burundi, le procÃ¨s dâ€™une dizaine de suspects parmi lesquels figurent des policiers, des civils et des combattants dÃ©mobilisÃ©s. La date de la prochaine audience a Ã©tÃ© reportÃ©e Ã plusieurs repris parce que les mandats de comparution des prÃ©venus non dÃ©tenus nâ€™avaient pas Ã©tÃ© distribuÃ©s. Le 15 dÃ©cembre lâ€™OLUCOME a indiquÃ© que le procÃ¨s Ã©tait dÃ©sormais prÃ©vu pour le 19 janvier devant la cour dâ€™appel de Bujumb Certains membres dâ€™organisations de la sociÃ©tÃ© civile qui ont publiquement dÃ©noncÃ© le meurtre dâ€™Ernest Manirun dÃ©faillances des enquÃªtes judiciaires sur cette affaire ont reÃ§u des menaces. Pierre Claver Mbonimpa, prÃ©sident de lâ€™Association pour la protection des droits humains et des personnes dÃ©tenues (APRODH), et Gabriel Rufyiri, prÃ©sident d lâ€™OLUCOME, ont Ã©tÃ© informÃ©s en mars 2010 que des agents de lâ€™Ã‰tat planifiaient de tuer lâ€™un dâ€™eux en r lâ€™assassinat en accident de voiture. En novembre 2009, Pacifique Nininahazwe, membre du Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© civile (FORSC), a Ã©tÃ© averti quâ€™un complot dâ€™assassinat se tramait contre lui. Le FORSC a ensuite dâ€™interdiction par une ordonnance du ministÃ¨re de lâ€™IntÃ©rieur, qui a invoquÃ© de soi-disant problÃ¨mes techniques au niveau de ses documents dâ€™enregistrement datant de 2006. Bien que le ministre ait ensuite Â« suspendu Â» cette ordonnance, le FORSC reste dans un vide juridique. Ã€ deux reprises en 2009, des organisations burundaises se sont vu interdire par les autoritÃ©s dâ€™organiser une marche dans la capitale, Bujumbura, afin de demander la justice dans lâ€™affai Manirumva. Lorsque, fin 2009, des organisations de la sociÃ©tÃ© civile ont fait des dÃ©clarations laissant entendre que la commission dâ€™enquÃªte du gouvernement nâ€™explorait pas toutes les pistes, le ministre de lâ€™IntÃ©rieur, Edouard Nduv les a convoquÃ©es dans son bureau et les a accusÃ©es de Â« sâ€™ingÃ©rer dans le travail du systÃ¨me judiciaire Â». Le proc donnÃ© Ã des membres dâ€™Amnesty International et Ã dâ€™autres militants de la sociÃ©tÃ© civile dans le monde entier lâ des messages de solidaritÃ© Ã quatre dÃ©fenseurs des droits humains qui mÃ¨nent la campagne Justice pour Ernest Manirumva. Ces derniers ont Ã©tÃ© la cible de manÅ“uvres de harcÃ¨lement et dâ€™intimidation en raison du travail quâ€™ils effectuent dans le cadre de cette campagne. Il sâ€™agit de Pierre Claver Mbonimpa, de Gabriel Rufyiri, de Pacifique Nininahazwe et de Solange Habonimana (Ã©galement membre du FORSC). Dans leurs messages, les militants leur ont tÃ©moignÃ© un soutien Ã©nergique et ont incitÃ© les autoritÃ©s burundaises Ã faire en sorte que les militants de la sociÃ©tÃ© puissent mener leurs activitÃ©s librement et en toute indÃ©pendance, sans risquer leur vie ou leur sÃ©curitÃ©. Des personnes de tous horizons ont rÃ©digÃ© des messages de solidaritÃ©. Ã‰tudiants, enseignants, femmes au foyer, dÃ©fenseurs des dro humains, retraitÃ©s, mÃ©decins, syndicalistes, employÃ©s de bureau, musiciens, infirmiers, journalistes, juristes, psychologues, travailleurs sociaux, prÃªtres ou encore artistes, tous ont offert leur soutien Ã ces dÃ©fenseurs des droits humains avec des messages venant du fond du cÅ“ur : Â«Â C'est avec consternation que nous apprenons les Ã©preuves d'intimidations, de menaces et d'harcÃ¨lement dont vous faites l'objet de la part des autoritÃ©s burundaises dans le seul but d'entraver votre travail de dÃ©fenseurs des droits de l'homme.Â Â» a Ã©crit Nidoh du CÃ´te dâ€™Ivoire. Â«Â Jâ€™espÃ¨re cÅ“ur que le meurtre de Manirumva ne restera pas impuni. Quelle que soit la suite, son immense courage et le vÃ´tre sont dÃ©jÃ une victoire contre tous ceux qui veulent Ã©touffer le peuple burundais.Â Â» a dÃ©clarÃ© Yves de France. Â«Â Le proc lâ€™affaire Manirumva a retenu mon attention car quand des Ãªtres humains paient de leur vie la dÃ©fense des droits humains qui sont nos droits Ã tous, je trouve essentiel que nous soyons tous solidaires, peu importe le nombre de kilomÃ¨tres nous sÃ©parant.Â Â» a Ã©crit Marie-HÃ©lÃ¨ne de Belgique. Contexte Le gouvernement du Burundi a pris certaines mesures pour identifier les responsables de ce meurtre, mais les organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise ont toujours reprochÃ© aux autoritÃ©s de ne pas suivre suffisamment les pistes qui se sont prÃ©sentÃ©es. Une premiÃ¨re commission judiciaire a Ã©t crÃ©Ã©e par la police nationale du Burundi peu aprÃ¨s le meurtre, mais elle a Ã©tÃ© critiquÃ©e par la sociÃ©tÃ© civile car la p ne pouvait pas enquÃªter sur un crime dont elle Ã©tait soupÃ§onnÃ©e dâ€™Ãªtre Ã lâ€™origine. Une deuxiÃ¨me commission, composÃ©e du parquet et de la police, a Ã©tÃ© mise en place. Cependant, aprÃ¨s que les organisations de la sociÃ©tÃ© civile ont dÃ©noncÃ© son inaction et le lien Ã©troit existant entre son prÃ©sident et le chef du Service national de renseignement â€“ organe qui, selon certains tÃ©moins, aurait jouÃ© un rÃ´le dans lâ€™assassinat â€“ le procureur gÃ©nÃ©ral a dissous la comm En octobre 2009, celle-ci a Ã©tÃ© remplacÃ©e par une troisiÃ¨me commission dont les membres se sont montrÃ©s plus actifs dans la poursuite de lâ€™enquÃªte et semblaient, aux yeux des groupes de la sociÃ©tÃ© civile, avoir des rapports moins doute avec les membres des forces de sÃ©curitÃ©. Le gouvernement a acceptÃ© lâ€™offre dâ€™assistance technique proposÃ©e p Bureau fÃ©dÃ©ral dâ€™enquÃªte amÃ©ricain (FBI) dans cette enquÃªte. La troisiÃ¨me commission sâ€™est montrÃ©e plus co et a permis aux agents du FBI dâ€™interroger les suspects et de relever leurs empreintes et leur ADN. NÃ©anmoins, elle nâ€™ pas interrogÃ© les hauts responsables de la police et des services de renseignement qui Ã©taient, semble-t-il, mis en cause par des tÃ©moins. Au moins trois membres de la police qui auraient pu fournir des informations sur lâ€™affaire ont Ã©tÃ© tuÃ© ont disparu. Trois semaines aprÃ¨s le meurtre dâ€™Ernest Manirumva, le 30 avril, un capitaine de la police, Pacifique Ndikuriyo, a Ã©tÃ© tuÃ© par balle Ã Bujumbura. En mars 2010, un policier nommÃ© EzÃ©chiel Coyishakiye a disparu dâ€™un psychiatrique oÃ¹ il Ã©tait retenu sous garde armÃ©e, aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© arrÃªtÃ© dans le cadre dâ€™une autre affaire crimin police affirme ne pas savoir oÃ¹ il se trouve. Amnesty International a reÃ§u certaines informations indiquant quâ€™un autre policier accusÃ© dâ€™Ãªtre impliquÃ© dans le meurtre dâ€™Ernest Manirumva a fui le pays. La commission dâ€™enquÃªte a

tÃ©moignages selon lesquels ces trois personnes pourraient avoir contribuÃ© directement Ã ce crime ou avoir eu connaissance de certains Ã©lÃ©ments Ã ce sujet. Par ailleurs, un combattant dÃ©mobilisÃ© accusÃ© dâ€™avoir jouÃ© un rÃ cette affaire est parti pour le Canada. Depuis aoÃ»t 2010, prÃ¨s de 3 000 messages ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© envoyÃ©s par des personnes habitant aux quatre coins du monde : AlgÃ©rie, Allemagne, BahreÃ¯n, Belgique, BÃ©nin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Colombie, RÃ©publique du Congo, CÃ´te dâ€™Ivoire, Espagne, Ã‰tats-Unis, France, GrÃ¨ce, Irlande, Ital Japon, Luxembourg, Maroc, Mexique, Monaco, NorvÃ¨ge, Nouvelle-CalÃ©donie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, Royaume-Uni, SÃ©nÃ©gal, Suisse, Togo, Tunisie et Uruguay. Tous les messages ont Ã©tÃ© envoy Ã lâ€™adresse suivante : manirumva_campaign@yahoo.com.Cette campagne est publique et tout le monde est invitÃ© Ã Ã©c pour exprimer sa solidaritÃ©.